

Pourquoi la Calédonie a vocation à rester française

Article rédigé par *Politique Magazine*, le 07 avril 2021

Source [Politique Magazine] En général, on ne parle de la Nouvelle-Calédonie que lorsqu'elle va mal ! Et c'est le cas aujourd'hui où ce territoire du bout du monde, qui compte quelque 271 000 habitants, connaît une incroyable cascade de crises. A quelques mois du troisième et ultime référendum d'autodétermination, qui doit sceller l'avenir de cette collectivité d'outremer atypique, la Calédonie est confrontée à une crise institutionnelle, politique et économique et elle est rattrapée par la crise sanitaire.

Jusqu'à ces derniers jours, la Calédonie faisait figure de modèle dans un monde terrassé par la COVID 19. Le virus ne circulait pas et le territoire n'avait subi que quatre semaines de confinement strict, en mars et avril 2020, avant de retrouver une vie totalement normale. Pendant dix mois, les calédoniens étaient pratiquement les seuls habitants de la planète à ne pas porter de masque, à ne pas être soumis aux gestes barrières et à pouvoir sortir et manger au restaurant.

Une situation rendue possible par une quasi fermeture des frontières aériennes et maritimes, et à un dispositif très strict de quatorzaine, dans les hôtels réquisitionnés par les autorités, pour tous les arrivants sur le territoire. Même le ministre des outremer, avait dû se soumettre à cet isolement. En déplacement en Nouvelle-Calédonie, en octobre dernier, Sébastien Lecornu, avait passé ses deux semaines de quatorzaine, à l'intérieur de la résidence du haut-commissaire.

Cette exception calédonienne a brutalement pris fin, le 8 mars, après qu'un cas autochtone ait été détecté en provenance de Wallis et Futuna, l'archipel voisin, avec lequel une bulle aérienne avait été ouverte. La réaction a été immédiate et un confinement strict a été décrété après la détection de premiers cas de Covid, hors quatorzaine. L'objectif est de retrouver le plus tôt possible le statut envié de collectivité indemne du virus.

La crise politique, elle, sera plus compliquée à résoudre. La Nouvelle-Calédonie est, en effet, engluée dans un incroyable imbroglio dont personne ne sait, pour l'instant, comment elle pourra sortir. Ce sont les indépendantistes du FLNKS qui en sont à l'origine. Début février, ils ont démissionné du gouvernement pour en provoquer la chute et en prendre le contrôle. Mais depuis, ils sont dans l'incapacité d'élire le nouveau président de l'exécutif.

Les deux principales composantes du FLNKS, l'Union calédonienne et l'UNI, ont en effet de très fortes rivalités internes et chacune veut imposer sa suprématie. Les indépendantistes sont donc incapables de trouver un accord, ce qui risque de provoquer une véritable paralysie de l'institution. En attendant, c'est le gouvernement sortant, présidé par le loyaliste Thierry Santa, qui gère les affaires courantes. Cette crise institutionnelle intervient, en outre, alors que la Nouvelle-Calédonie n'a pas encore voté son budget annuel. Elle sera incapable de le faire avant la date butoir du 31 mars et c'est donc le haut-commissaire, représentant de l'Etat, qui arrêtera le budget de la collectivité. Un fait inédit depuis des décennies, dans ce territoire qui bénéficie d'une très large autonomie.

Et pour compliquer encore les choses, la situation économique est extrêmement dégradée, en raison notamment des difficultés de la filière nickel dont la Nouvelle-Calédonie est l'un des quatre producteurs mondiaux. L'usine du Sud est à l'arrêt, après avoir été au cœur de très vives tensions à l'occasion de son rachat que contestaient les indépendantistes qui ont multiplié les coups de force et les sabotages. La SLN, qui est le premier employeur du territoire, est en grande difficultés financières et l'usine du Nord, KNS, se heurte à des problèmes de production. La Nouvelle-Calédonie subit aussi, les conséquences financières et économiques de la fermeture de ses frontières, et ses comptes sociaux affichent un déficit abyssal qui devrait continuer à se creuser en raison de la mise en chômage partiel de nombreux salariés et sous-traitants du nickel.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)